

# Libéraux et socialistes se concertent face au PPE

A Sibiu, le Néerlandais Mark Rutte et Charles Michel ont rencontré leurs homologues espagnol et portugais pour préparer le grand partage des hauts postes européens.

**JUREK KUCZKIEWICZ**  
ENVOYÉ SPÉCIAL A SIBIU

Plus question de laisser la droite chrétienne dominer la machine européenne et imposer ses choix comme elle l'a fait depuis une petite vingtaine d'années. Les familles socialiste et libérale ont décidé ce jeudi, sinon de conclure une alliance, en tous les cas d'assurer une coordination afin de ne plus laisser le PPE imposer ses vues, et les hommes et femmes issus de son écurie.

C'est le principal enseignement à tirer du sommet extraordinaire qui s'est tenu ce jeudi à Sibiu en Roumanie. Il était formellement consacré à « l'avenir de l'UE », mais il a été comme prévu dominé, surtout dans des rencontres en marge de l'événement officiel, par la question des nominations aux hauts postes.

Bref rappel des faits. Dès le lendemain des élections européennes s'entameront les négociations entre les principales familles politiques afin de constituer une majorité au Parlement européen, mais aussi une course de vitesse entre le même Parlement et le Conseil européen (les chefs d'Etat ou de gouvernement), chacune de ces deux institutions voulant s'assurer de la prééminence dans la désignation du futur président de la Com-

mission. Le traité de Lisbonne dit que c'est le Conseil qui le désigne, puis le Parlement qui l'adoue. Mais le Parlement et les partis européens qui y font la loi considèrent – sauf la famille libérale – que le Conseil doit désigner l'un de leurs candidats officiels à ce poste, à savoir celui qui réussira à monter une majorité derrière lui...

A Sibiu donc, les chefs de gouvernement libéraux (ALDE) se sont vus entre eux jeudi matin, et ont décidé de mandater les Premiers ministres néerlandais Rutte et belge Michel – déjà chargés de négocier l'alliance de leur mouvement avec Emmanuel Macron et sa République en Marche – de nouer un dialogue avec la famille socialiste. Aussitôt dit,

aussitôt fait : le tandem libéral s'est réuni avec l'Espagnol Pedro Sanchez, qui vient de remporter ses élections législatives et est promis à doubler la mise aux européennes, et Antonio Costa, donné en exemple en Europe pour sa gestion rigoureuse mais sociale du Portugal post-crise.

Désormais hommes forts de la famille sociale-démocrate européenne, les deux se sont montrés particulièrement sûrs de la vague favorable qui devrait renforcer leurs rangs au Parlement européen : non seulement grâce aux performances de leurs partis, mais aussi de celle attendue des travaillistes britanniques, revenants improbables suite au report du Brexit qui oblige le Royaume-Uni à participer aux élections au Parlement européen.

Tusk veut arriver au sommet ordinaire de juin avec une proposition de paquet complet pour les cinq nominations

« Sanchez et Costa se sont montrés très convaincus de la possibilité d'accéder à la présidence de la Commission de

leur candidat, le Néerlandais Frans Timmermans », actuellement numéro deux du collège, rapportait une source au fait du contenu de la réunion entre dirigeants libéraux et socialistes.

Quant aux libéraux, dont le parti ALDE et leur allié Macron avaient décidé de ne pas participer au processus des « spitzenkandidaten » (candidats officiels des partis à la présidence de la Commission), ils ont convenu, selon cette source, de pousser à ce poste la Danoise Margrethe Vestager, médiatique commissaire à la Concurrence. Car dès le lendemain des élections européennes commencera le marchandage où la famille politique qui n'aurait pas de carte à poser sur la table pour ce poste clé serait d'emblée perdante dans le grand partage...

La seule information officielle sur tout ce processus a été apportée en conclusion du sommet par celui qui aura la tâche de l'organiser, à savoir Donald Tusk, le président du Conseil européen. Le Polonais a confirmé la tenue d'un sommet extraordinaire le mardi 28 mai, deux jours après les élections, pour entamer la première négociation formelle entre chefs d'Etat ou de gouvernement.

Tusk, qui avait été lui-même désigné avec un retard de trois mois en 2014, annonce ne pas compter lambiner : il veut arriver au sommet ordinaire de juin avec une proposition de paquet complet pour les cinq nominations (les présidences de la Commission, du Conseil et du Parlement, plus le Haut représentant pour les Affaires étrangères et la présidence de la Banque centrale européenne). « Il faudra assurer un difficile équilibre politique, régional et de genre, et ce ne sera pas facile d'atteindre un consensus », a reconnu Tusk. « Mais à défaut de consensus, je n'hésiterai pas à mettre la décision au vote prévue dans les traités », a encore dit le président du Conseil, assurant qu'il le fera dès le sommet de juin, à la veille de l'installation du nouveau Parlement européen.

## **Manfred Weber : « Le PPE sera derrière moi »**

**C'est comme s'il sentait qu'il faut plus que jamais surveiller les rangs derrière lui. Lors d'une rencontre avec un groupe de journalistes après le « présommet » qui a réuni les chefs d'Etat ou de gouvernement de la famille démocrate-chrétienne qui l'a élu comme son champion pour la présidence de la Commission, l'Allemand Manfred Weber a assuré qu'il reste soutenu par tous les leaders du PPE. « Et dès le lendemain de l'élection, dont nous avons bon espoir de sortir première force politique, je réunirai les anciens et nouveaux membres du groupe parlementaire PPE, qui confirmera que je serai présenté comme son candidat pour la présidence de la Commission. »**

**Quant au risque de voir les sociaux-démocrates ravir la première place au PPE, on fait remarquer en grinçant dans la famille de droite qu'il serait étrange d'expliquer ensuite aux électeurs européens que les travaillistes britanniques ont été déterminants dans l'élection du nouveau président de l'exécutif européen.**